

Réseau universitaire de consultation et d'action sur le Cachemire
(Kashmir Scholars Consultative and Action Network)
DÉCLARATION PUBLIQUE CONCERNANT L'ARRESTATION DE KHURRAM PARVEZ
24 novembre 2021

En tant qu'universitaires et spécialistes du Cachemire, nous sommes profondément troublés et préoccupés par la récente arrestation de Khurram Parvez, éminent défenseur des droits de la personne et coordonnateur des programmes de la [Jammu and Kashmir Coalition of Civil Society](#) (JKCCS), par les autorités indiennes. Puisque les accusations portées contre lui constituent des représailles pour son travail de surveillance des violations des droits de la personne, nous appelons tous les États attachés à la démocratie et aux droits de la personne, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, à demander aux autorités indiennes de libérer M. Parvez immédiatement et sans condition.

Le 22 novembre 2021, M. Parvez a été arrêté à sa résidence de Srinagar, au Cachemire, à l'issue d'une descente effectuée chez lui par la National Investigative Agency (NIA), la principale force opérationnelle antiterroriste de l'Inde. Des agents de la NIA ont fouillé le domicile de M. Parvez pendant quatre heures, puis sont repartis avec lui pour ce qui devait être un interrogatoire de routine. Sa famille a plus tard été informée qu'il resterait détenu. La NIA a effectué simultanément une descente de 14 heures aux bureaux de la JKCCS.

Après son arrestation, M. Parvez a été détenu à Srinagar au cours de la nuit, avant d'être transféré à Delhi, le 23 novembre, vers un centre de détention où il est resté incarcéré depuis. Il n'est pas rare, dans de pareilles situations, que le gouvernement de l'Inde procède à des [détentions injustifiées dans des établissements situés à l'extérieur du Cachemire](#), car cela lui permet d'éloigner la personne détenue de sa famille et de ses réseaux d'aide au Cachemire.

Khurram Parvez et la [Jammu Kashmir Coalition of Civil Society](#) (JKCCS) sont un modèle reconnu internationalement en matière de défense des droits de la personne. En tant que champion des libertés civiles au Cachemire, M. Parvez travaille directement avec des individus, des familles et des collectivités pour documenter les effets de la torture d'État, des exécutions extrajudiciaires et d'autres violations répandues. Il a contribué de près à plusieurs campagnes régionales et internationales [d'extraction de mines terrestres](#) et [d'enquêtes sur les disparitions involontaires et forcées](#) au Sri Lanka, aux Philippines, au Pakistan et en Inde. Il surveille les cas de torture et d'exécutions extrajudiciaires sanctionnés par l'État et milite pour tenir les coupables responsables de leurs actions. Il forme des étudiants, des stagiaires et des chercheurs, participe à des discussions et des échanges académiques à l'intérieur comme à l'extérieur du Cachemire, et sert d'intermédiaire clé entre les communautés de défense des droits de la personne à l'échelle locale, régionale et internationale. **L'arrestation de M. Parvez ainsi que les descentes aux domiciles et aux bureaux de défenseurs des droits de la personne, tout comme les autres formes de harcèlement, d'intimidation et de menaces à l'endroit de personnes qui expriment leur opposition aux actions du gouvernement de l'Inde au Cachemire, constituent des représailles d'État visant à faire taire les défenseurs des droits de la personne au Cachemire. Dans le cadre de leur travail, ces personnes et ces organismes mènent notamment des démarches essentielles qui s'inscrivent dans le cadre des mécanismes de surveillance de la situation des droits de la personne de l'Organisation des Nations Unies.**

Président de l'[Asian Federation Against Involuntary Disappearances \(AFAD\)](#), M. Parvez s'est vu décerner le [Prix Reebok des droits de l'homme](#) en 2006. M. Parvez est aussi un éminent chercheur associé (non résident) au projet [Political Conflict, Gender and People's Rights](#) du [Center for Race and Gender de l'Université de Californie à Berkeley](#). De plus, son collègue, **Parvez Imroz**, le fondateur de JKCCS, est un juriste hautement respecté en matière de droits de la personne qui a, au cours de sa carrière, déposé des milliers d'actions d'*habeas corpus* au nom de familles dont des membres sont disparus alors qu'ils étaient détenus par les forces de sécurité indiennes. En 2008, lui et son équipe ont découvert plus de [7 000 tombes anonymes](#) au Jammu-et-Cachemire. En 2017, Parvez Imroz et **Parveena Ahanger**, la fondatrice et présidente de l'Association des parents de personnes disparues, ont reçu le [Rafto Human Rights Prize](#), basé en Norvège.

En dépit des effets et de la reconnaissance de son travail à l'échelle internationale, ou peut-être *en raison* de ces effets et de cette reconnaissance, Khurram Parvez est devenu la cible d'une campagne de harcèlement soutenue de la part du gouvernement de l'Inde. En 2016, M. Parvez a été détenu alors qu'il montait à bord d'un avion à Delhi pour se rendre à Genève et participer à une session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies ([voir cette lettre signée par un groupe de spécialistes de l'ONU](#)) et a ensuite été détenu pendant 76 jours en vertu des dispositions sur la détention préventive incluses dans la *Loi indienne sur la sécurité publique* (Public Safety Act – PSA). De plus, M. Parvez, qui a aujourd'hui 44 ans, est [partiellement handicapé](#), car il a perdu une jambe lorsqu'une mine terrestre a explosé au passage de sa voiture, en 2004, au moment où il était en route pour surveiller les élections parlementaires.

L'arrestation de Khurram Parvez a fait l'objet de nombreux articles et reportages dans la presse internationale ([CNN](#); [New York Times](#); [Al Jazeera](#); [Washington Post](#); [BBC](#)) et a été fermement condamnée par la communauté internationale des défenseurs des droits de la personne. La Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits de la personne, [Mary Lawlor](#), a exprimé son inquiétude en ces termes sur Twitter, le 22 novembre dernier : « Il n'est pas un terroriste, il est un défenseur des droits de la personne. » Le même jour, [Rafto Human Rights](#) et [Robert F. Kennedy Human Rights](#) ont publié un communiqué commun demandant sa libération immédiate. L'[Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme](#) (FIDH & OMCT) a lui aussi « fermement condamné la détention arbitraire et le harcèlement judiciaire de Khurram Parvez », et exprimé « de vives inquiétudes quant au risque élevé de torture et de mauvais traitements auquel il est exposé en détention ». [Amnistie Internationale](#), l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), l'[Indian American Muslim Council](#) et l'[All India Lawyers Association For Justice](#) ont également publié des communiqués sur les médias sociaux. L'organisation indienne de défense des droits de la personne, [People's Union for Civil Liberties](#) (PUCL), a demandé sa libération immédiate, déclarant : « Dans ce contexte particulier [le Cachemire], il est essentiel que d'autres versions de ce qui se passe sur le terrain soient présentées au reste du monde. C'est précisément ce à quoi s'employaient le JKCCS et M. Khurram Parvez. » La [Jammu and Kashmir High Court Bar Association](#) a quant à elle émis un communiqué pour condamner son arrestation et déclarer qu'il est « visé par des accusations fausses et frivoles visant à l'empêcher de militer pour la justice et de signaler les violations des droits de la personne qui se produisent au Cachemire. » L'[Asian Federation against Enforced Disappearances](#) (AFAD), basée à Manille, a demandé au gouvernement de l'Inde de « libérer [M. Parvez] immédiatement et sans

condition » et de garantir qu'il soit « préservé de la torture et de tout traitement cruel, inhumain et dégradant tant qu'il est en détention. »

Malgré sa réputation bien établie au sein des réseaux internationaux de défense des droits de la personne, y compris à l'ONU, pour son œuvre crédible, éclairée et engagée de défense et de documentation, **Khurram Parvez est accusé en vertu des sections 120B, 121 et 121A du Code pénal indien, qui concernent le complot criminel et le fait de « mener la guerre » au gouvernement de l'Inde, ainsi que des sections 17, 18, 18B, 38 et 40 de la Loi sur la prévention des activités illégales (UAPA), qui concernent la collecte de fonds en vue de financer des actes terroristes; le complot; l'organisation de camps de formation terroristes; l'adhésion à une organisation terroriste; et la collecte de fonds en vue de financer une organisation terroriste.** Comme l'a rapporté le *New York Times* le 23 novembre : « La détention de Khurram Parvez a aggravé les inquiétudes que l'administration Modi abuse de la loi pour écraser la dissidence. » Dans les faits, tous les efforts menés au Cachemire pour documenter et mettre en lumière les violations des droits de la personne perpétrées par le gouvernement sont classés par celui-ci comme relevant du terrorisme ([Scroll India](#)).

Le contexte changeant de la répression au Cachemire

Il importe de replacer l'arrestation de M. Parvez dans le contexte plus large de la répression visant les activistes, les journalistes et même les dirigeants politiques perçus comme critiques du gouvernement du premier ministre indien Narendra Modi. Le gouvernement de l'Inde s'est récemment mis à explicitement redéfinir ceux qu'il considère comme appartenant à « l'ennemi intérieur ». Le Cachemire est le terrain d'essai pour cette nouvelle stratégie politique. Le 12 novembre 2021, lors d'un discours à l'académie nationale de police, [Ajit Doval, le conseiller à la sécurité nationale du gouvernement de l'Inde](#), affirmait : « La nouvelle frontière de la guerre, ce qu'on désigne comme la quatrième génération de la conduite de la guerre, c'est la société civile. » Il poursuivait en ces termes :

« Les guerres ne sont plus des instruments efficaces pour atteindre des objectifs politiques ou militaires. Elles sont trop dispendieuses ou inabornables, et en même temps, leur issue est incertaine. Mais la société civile, elle, peut être subvertie, subornée, divisée, manipulée dans le but de nuire aux intérêts de la nation. Vous êtes là pour faire en sorte que ces intérêts soient pleinement défendus. »

Selon cette logique, l'armée et la police classent des catégories croissantes de civils, y compris des professionnels, des gens d'affaires, des personnes engagées dans le travail de charité, des journalistes et d'autres membres de la société civile, comme des « travailleurs de terrain » (« over ground workers », ou OGW) qu'elles définissent comme « quiconque soutient les insurgés ». La *Crime Gazette* du service de police du Jammu-et-Cachemire (2019) énonce que les OGW « agissent comme les yeux et les oreilles des militants souterrains, organisent les cachettes, transportent des armes entre les caches et les lieux où les militants fomentent des attaques, surveillent les mouvements des forces de sécurité, distribuent de la littérature séparatiste et participent à des campagnes de haine contre les forces de sécurité ([Outlook India](#)). »

L'arrestation de M. Parvez s'est produite à l'issue d'une semaine particulièrement tendue au Cachemire. La région a été le théâtre de manifestations courroucées suite à la mort de quatre civils, dont un dentiste et un commerçant, qui ont été tués lors d'un affrontement violent avec les forces

gouvernementales dans le secteur Hyderpora de Srinigar, le 15 novembre dernier ([Guardian](#)). La police du Jammu-et-Cachemire a initialement décrit cet affrontement comme une opération anti-insurrectionnelle contre « un module terroriste », où deux militants et un OGW ont été tués dans les feux croisés. Les corps des victimes n'ont pas été rendus aux familles; c'est une nouvelle politique du gouvernement de l'Inde visant à priver les familles du droit à la sépulture, invoquant des considérations liées à l'ordre public ([New York Times](#); voir aussi [Scroll India](#) pour des cas similaires plus tôt en 2021). Les familles des victimes ont contesté les allégations du gouvernement voulant que celles-ci aient été des militants, et affirmé que ces civils ont été utilisés comme des boucliers humains, puis « tués froidement » ([Kashmir Observer](#)). Dans un communiqué de presse, la jeune fille d'un des civils tués par les forces de sécurité, bouleversée, a affirmé que lorsqu'elle a demandé aux agents de police ce qu'ils avaient fait du corps de son père, ils se sont moqués d'elle ([The Quint](#)). Cette déclaration vidéo a beaucoup circulé sur les médias sociaux, et suite à l'indignation générale, les corps de deux civils ont été exhumés jeudi ([Washington Post](#)) et le lieutenant général du Jammu-et-Cachemire a ordonné la tenue d'une enquête judiciaire sur la question.

Au cours des dernières semaines, les journalistes ont été de plus en plus préoccupés par le harcèlement et les menaces d'arrestations dans le contexte plus large d'un démantèlement progressif de la liberté de presse. Des articles critiques du gouvernement national [sont supprimés](#) des sites Internet de nouvelles locales. Le lendemain de l'arrestation de M. Parvez, le ministère responsable du parc immobilier du Jammu-et-Cachemire a fait boucler les bureaux d'un important quotidien de langue anglaise, *Greater Kashmir*, puis fait évacuer et condamner un pâté entier de bâtiments hébergeant des organes de presse, surnommé le « Press Enclave », à Srinagar ([Outlook India](#)). À ce jour, les bureaux évacués ne sont toujours pas accessibles. Une action similaire avait été menée en octobre 2020, lorsque le même ministère avait fait fermer les bureaux du *Kashmir Times*, l'un des plus anciens quotidiens de langue anglaise dans cet état, sous prétexte que la rédactrice en chef bien connue du journal, Anuradha Bhasin, avait déposé une pétition en Cour suprême pour protester contre l'embargo sur les communications imposé au Cachemire le 5 août 2019 ([Outlook India](#)).

La NIA cible les défenseurs des droits de la personne au Cachemire

Les descentes et l'arrestation subséquente de M. Parvez font suite à une série de descentes menées par la NIA en octobre 2020 aux domiciles et aux bureaux de nombreux défenseurs des droits de la personne, d'organismes non gouvernementaux et d'un journaliste ainsi qu'au siège d'un journal de la vallée du Cachemire. Les actions de la NIA au Cachemire le 28 octobre 2020 ont retenu l'attention de la presse internationale ([Washington Post](#), [AP News](#)), de la presse indienne ([India Today](#), [Times of India](#)) et de la presse régionale ([Kashmir Watch](#), [Kashmir Observer](#)). L'[Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme \(FIDH & OMCT\)](#) avait publié à cette occasion un communiqué demandant une intervention d'urgence.

À l'époque, la [NIA avait quant à elle diffusé un communiqué](#) prétendant que JKCCS ainsi que d'autres ONG et fiduciaires « recueillaient des fonds en Inde et à l'étranger au nom d'activités charitables » pour « mener des activités sécessionnistes et séparatistes au Jammu-et-Cachemire ». La NIA criminalise la liberté d'expression en désignant des intellectuels locaux, nationaux et internationaux critiques du gouvernement de l'Inde comme se livrant à des activités terroristes. Des [sources de la NIA](#) ont déclaré que « les individus en question sont sophistiqués et emploient la plume plutôt que les armes ».

Depuis 2017, la NIA a opéré des descentes au Jammu-et-Cachemire sous le commandement direct du gouvernement central de Narendra Modi, supposément pour combattre le « financement du

terrorisme ». Formée en 2008, la NIA est chargée de mener des enquêtes et d'engager des poursuites dans les cas d'infractions portant atteinte à la sécurité nationale, à la souveraineté et à l'intégrité de la nation. La NIA est connue pour les enquêtes qu'elle mène en vertu de la très sévère *Loi pour la prévention des activités illégales* (Unlawful Activities Prevention Act – UAPA). **Un amendement apporté à l'UAPA en 2019 autorise la police à mener des perquisitions sans mandat et à arrêter et détenir des personnes pour une période pouvant aller jusqu'à six mois, en les désignant comme terroristes, sans procès ni caution. Les versions précédentes du projet de loi ne permettaient que la désignation de groupes comme terroristes.**

Dans les dernières années, la loi UAPA, particulièrement sévère et d'une grande portée, a été utilisée au Jammu-et-Cachemire pour intimider, accuser et arrêter des [champions de la liberté](#), des [rédacteurs en chef](#), des [journalistes](#), des [participants à un cortège funèbre](#), des [utilisateurs des médias sociaux](#), des [utilisateurs de réseaux privés virtuels \(VPN\) sur Internet](#), et bien d'autres encore. En 2019, [255 cas ont été enregistrés en vertu de l'UAPA](#) au Jammu-et-Cachemire. Dans son [rapport annuel sur la situation des droits de la personne en 2019](#), JKCCS signalait qu'au moins 40 personnes avaient été arrêtées en vertu de l'UAPA *seulement dans la ville de Handwara* après l'abrogation de l'article 370, le 5 août. En septembre 2020, la police du Jammu-et-Cachemire a porté des accusations contre dix garçons cachemiriens en vertu de l'UAPA parce qu'ils auraient prétendument participé à un tournoi de cricket organisé « à la mémoire » d'un militant assassiné. En octobre 2021, la police du Jammu-et-Cachemire a porté des accusations criminelles en vertu de l'UAPA contre des étudiants de deux collèges de médecine parce qu'ils avaient célébré la victoire du Pakistan contre l'Inde lors de la Coupe du monde T20 ([Al Jazeera](#); [Outlook India](#)).

L'UAPA criminalise la dissidence par [l'intimidation, le harcèlement et la privation de liberté](#), recourant à des catégories beaucoup trop vagues de « sédition », « séparatisme » et « sécession ». En avril 2020, Amnistie Internationale a [demandé au gouvernement de l'Inde](#) de cesser immédiatement l'intimidation des journalistes par le truchement de l'UAPA au Jammu-et-Cachemire (voir également les communiqués de [Reporters sans frontières](#) et du [Comité pour la protection des journalistes](#)). **L'UAPA constitue un abus de pouvoir, une menace aux libertés civiles et, dans le contexte d'occupation illégale et de dispute internationale propre au Cachemire, un outil facilitant l'occupation et la terreur par voie de gouvernance contre-insurrectionnelle.**

Le 25 septembre 2020, [Khurram Parvez disait ceci au sujet de l'UAPA](#) : « Cette loi terrorise la société... Elle est employée pour créer une ambiance de peur, de subjugation. Même si la personne accusée en vertu de l'UAPA n'est pas arrêtée, la peur flotte au-dessus de sa tête. »

Conclusion

Le Réseau universitaire de consultation et d'action sur le Cachemire appelle tous les États attachés à la démocratie et aux droits de la personne, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, à demander aux autorités indiennes :

- de libérer M. Parvez immédiatement et sans condition et d'abandonner toutes les accusations portées contre lui;
- de mettre fin au harcèlement, à l'intimidation et à la persécution des défenseurs cachemiriens des droits de la personne ainsi que des journalistes, des membres de la société civile, des universitaires, des artistes, des professionnels et de tout autre personne exerçant son droit d'expression;

- de cesser de recourir à des lois répressives pour criminaliser l’opposition au Cachemire;
- d’abroger la *Loi sur la prévention des activités illégales* (UAPA).

Ces mesures sont les premières étapes essentielles vers l’objectif de résoudre la dispute au Cachemire au moyen d’un referendum populaire sur l’avenir politique de la région, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l’ONU.

Kashmir Scholars Consultative and Action Network (KSCAN)

Dean Accardi, Assistant Professor of History, Connecticut College, USA

Ruhail Andrabi, Ph.D. Candidate, University of California - San Diego

Raja Qaiser Ahmad, Quaid-i-Azam University, Islamabad, Pakistan

Binish Ahmed, Ph.D. Candidate, Ryerson University, Toronto, Canada

Nosheen Ali, New York University

Omer Aijazi, Visiting Assistant Professor, University of Victoria, Canada

Dibyesh Anand, Professor of International Relations, University of Westminster, UK

Mirza Saaib Beg, Lawyer, London, UK

Mona Bhan, Associate Professor of Anthropology and the Ford Maxwell Professor of South Asian Studies, Syracuse University, USA

Emma Brännlund, Senior Lecturer in Politics and International Relations, University of the West of England (UWE Bristol), UK

Farhan Mujahid Chak, Associate Professor, Qatar University, Qatar

Angana Chatterji, Center for Race and Gender, University of California, Berkeley, USA

Huma Dar, Adjunct Professor, California College of the Arts, USA

Haley Duschinski, Associate Professor, Ohio University, USA

Iffat Fatima, Filmmaker, India

Javaid Hayat Khan, Ph. D. Independent Researcher and Analyst, Edmonton, Alberta, Canada

Serena Hussain, Associate Professor, Coventry University, UK

Khushdeep Kaur, Ph.D. Candidate, Temple University, USA

Mohamad Junaid, Assistant Professor, Massachusetts College of Liberal Arts, USA

Hafsa Kanjwal, Assistant Professor of History, Lafayette College, USA

Ain Ul Khair, Ph.D. Student., Doctoral School of Political Science, Public Policy and International Relations, Budapest, Hungary.

Nitasha Kaul, Associate Professor, University of Westminster, UK

Suvir Kaul, A.M. Rosenthal Professor, Department of English, University of Pennsylvania, USA

Zunaira Komal, Ph.D. Candidate, University of California, Davis, USA

Fozia Nazir Lone, Associate Professor of International Law, City University of Hong Kong, Hong Kong

Laura Lucia Notaro, Educator, Milan, Italy

Inshah Malik, Assistant Professor, Kardan University, Kabul, Afghanistan

Deepti Misri, Associate Professor, University of Colorado, Boulder, USA

Immad Nazir, Research Scholar, University of Erlangen-Nuremberg, Germany

Goldie Osuri, Professor, University of Warwick, UK

Niharika Pandit, Ph.D. Researcher, London School of Economics, UK

Samina Raja, PhD, Independent Scholar, USA

Iffat Rashid, Ph.D. candidate, University of Oxford, UK

Torrun Arnsten Sajjad, Department of Community Medicine and Global Health, University of Oslo, Norway

Mehroosh Tak, Lecturer, Royal Veterinary College, London, UK

Nishita Trisal, Academy Scholar, Harvard University, USA

Vincent Wong, Faculty of Law, University of Toronto, Canada

Waseem Yaqoob, Lecturer, School of History, Queen Mary, University of London, UK

Anam Zakaria, Author and Oral historian, University of Toronto, Canada

Haris Zargar, Ph.D. Candidate, International Institute of Social Sciences, The Hague, Netherlands

Ather Zia, Associate Professor, University of Northern Colorado, USA

Le Réseau universitaire de consultation et d'action sur le Cachemire (Kashmir Scholars Consultative and Advocacy Network) est un groupe interdisciplinaire d'universitaires de différentes nationalités menant des recherches sur la région du Cachemire. Nos recherches sur le conflit au Cachemire examinent son histoire, ses conséquences dans la région et au-delà ainsi que sa possible résolution. Elles examinent également les implications d'une solution politique par voie de médiation internationale et l'intérêt d'une telle solution pour les décideurs politiques.

Courriel : kashmirscholarsnetwork@protonmail.com

Site Internet : www.kashmirscholarsnetwork.org